

Que pensez-vous de l'édition au Québec? Réponses de 43 auteurs

Volume 23, Number 2 (134), March–April 1981

L'institution littéraire québécoise

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/60262ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

(1981). Que pensez-vous de l'édition au Québec? Réponses de 43 auteurs. *Liberté*, 23(2), 94–115.

1. En vous inspirant de votre expérience d'écrivain et de lecteur, que pensez-vous de l'édition au Québec (facilités de publication, qualité de l'édition, problèmes de diffusion, publie-t-on trop ou pas assez, etc.) ?

GILLES ARCHAMBAULT : Les forêts du Québec s'amenuisent. (...) Il conviendrait pour pallier à cet état de choses inquiétant d'obliger les écrivains à abattre eux-mêmes le nombre d'arbres nécessaire à la fabrication de leurs livres. Et pas question de scies mécaniques ! On verrait alors que les sagas seraient rarissimes.

NOËL AUDET : Peu d'éditeurs font bien leur métier en ce qui concerne les conseils pour améliorer les textes. C'est là une fonction spécialisée que nos éditeurs maîtrisent mal, la plupart considérant le manuscrit comme produit fini, déjà marchandise.

ROBERT BAILLIE : Il vaut mieux s'illusionner et croire qu'il y a toujours au Québec un « chercheur de trésor » anonyme et solitaire. Mais timide, il n'osera pas s'aventurer parfois jusqu'au comptoir des commandes. Déranger des assis verts pianistes... En attendant de trouver, il consomme le best-seller étranger à prix d'or.

MICHEL BÉLIL : Avec le regroupement des maisons, il est inévitable que le produit offert tende de plus en plus à s'uniformiser, au détriment de la parole dissidente. La littérature marginale, et je pense ici à la science-fiction et au policier, marque le pas. Heureusement que de petites maisons brisent cette littérature de masse, de consommation.

JACQUES BENOIT : La plupart des éditeurs n'imaginent même pas que de bons romans québécois pourraient se vendre par dizaines de milliers d'exemplaires, comme le montrent pourtant les tirages atteints par des écrivains comme Gabrielle Roy et Michel Tremblay.

JOSEPH BONENFANT : La preuve qu'on publie suffisamment au Québec, c'est que notre littérature, comme un corps humain, produit maintenant des déchets.

YVON BOUCHER : D'une façon générale, je crois qu'on publie d'abord des noms et, accessoirement, des textes. J'imagine que

c'est dans l'ordre des choses. . .

JACQUES BRAULT : J'ai longtemps cru que la quantité favoriserait la qualité ; mais dans les deux cas (édition et création), c'est la facilité qui a fini par faire loi. Nos frustrations (bien connues), nous les endormons par une surenchère à l'auto-satisfaction (qui est une forme d'auto-consommation).

JACQUES BROSSARD : Certains éditeurs (. . .) me paraissent plus intéressés par les subventions que par la littérature ; et plus le manuscrit est mince, plus ça rapporte par feuille, ce qui n'encourage pas le « souffle » . . . (. . .) La diffusion, quant à moi, a été un pur désastre. Et ce dans le cas de mes *trois* éditeurs.

PAULINE CADIEUX : À titre d'auteur, je n'ai pas eu de facilité de publication malgré que mes livres se soient très bien vendus. J'ai dû publier le livre qui a eu le plus de succès à compte d'auteur (plusieurs milliers d'exemplaires vendus).

PIERRE DES RUISSEaux : Les problèmes qu'ont connus les « messageries littéraires des éditeurs réunis », maison créée, je le rappelle, par un groupe d'éditeurs mécontents de la diffusion de leurs livres, illustre adéquatément la situation de l'édition au Québec : on croit régler la plupart des maux de l'édition en s'attaquant à la diffusion. Car il ne faut pas se tromper, ici comme ailleurs, tout se tient : auteurs, éditeurs, distributeurs, librairies, critiques, lecteurs, se complètent et se soutiennent — ou s'anéantissent — mutuellement.

JACQUES FERRON : Il n'y avait plus d'autre éditeur que Tisseyre lors de mes débuts, et je n'aimais pas monsieur Tisseyre. J'ai publié à compte d'auteur, je me suis payé une réputation et quand les éditeurs furent redevenus nombreux, j'ai pris ceux que j'ai bien voulu prendre. Quand on débute, une sorte de folie vous obnubile ; quand vous êtes lancé vous ne réfléchissez pas davantage : il vous suffit de continuer. En l'occurrence, il ne s'agit pas qu'une chose soit facile ou non ; il suffit qu'elle soit possible.

PIERRE FILION : Notre édition, dont la tradition a été à l'échelle de notre ancienne aliénation culturelle — car nous en avons de nouvelles depuis — est petite, restreinte dans sa géographie, son marché et son bassin d'écrivains, et renouvelle peu ses perspectives. L'édition québécoise publie. Quoi de plus ! Est-elle un lieu

d'écriture ? C'est autre chose.

JACQUES FOLCH-RIBAS : Prenons la question (difficile) ainsi : supposons qu'il y ait quatre sortes de livres : 1. bien écrit et plein, 2. bien écrit et vide, 3. mal écrit et plein, 4. mal écrit et vide (ne me demandez pas de définir bien écrit, mal écrit, plein, et vide. C'est un jeu.) Ces quatre sortes de livres se publient facilement au Québec. Toutes les quatre. Ailleurs, on ne publie que les deux premières, les deux autres ne passant que rarement le cap de l'édition. Dans l'ordre de préférence (*sic*) on publie volontiers au Québec : 3, puis 1, puis 2, puis 4. Ailleurs, l'ordre de publication (ou la proportion, si l'on veut) est : 2, puis 1. Les conclusions, diverses, sont à tirer. Si vous acceptez les prémisses. Sinon, agréez mes excuses, je me serai trompé quelque part.

DANIEL GAGNON : L'édition n'a pas de pensée, elle ne suscite rien, elle attend le roman parfait. (...) Elle n'a pas de courage, elle n'impose pas, elle ne lance pas, au contraire elle va mercantilement suivant seulement le courant.

HENRI LAMOUREUX : Le monde de l'édition est, au Québec, en plein bouleversement. D'une part, de grands monopoles se développent, gobant dans leur croissance leurs concurrents plus fragiles. Le groupe Sogides représente le prototype du géant dont l'appétit n'est jamais satisfait. Pour éliminer la concurrence, on ne lésine pas sur le choix des moyens. Entre autres, on freinera la distribution des œuvres éditées par des entreprises dont on veut forcer la vente aux meilleures conditions possibles. Dans le cas de Sogides c'est relativement facile puisque ce groupe contrôle la plus importante entreprise de distribution au Québec : l'A.D.P. Il est troublant de constater que certaines maisons d'édition ayant confié la diffusion des œuvres de leurs auteurs à l'Agence de distribution populaire se soient vues obligées de se vendre et, comme par hasard, à Sogides (Quinze, Éditions du Jour...).

CLAUDE LARIVIÈRE : Le marché est trop étroit pour qu'il y ait plus de 2 ou 3 maisons professionnelles par secteur : littérature de jeunesse, littérature, poésie, essais, etc. (...) Trop souvent, l'édition québécoise est le fait d'un entrepreneur solitaire, avec tous les défauts que cela peut comporter : V.-L. Beaulieu, G. Dostie, A. Stanké, J. Fortin, etc.

RINA LASNIER : Je ne crois pas que les « chapelles » qui s'édi- tent ou se lisent entre elles favorisent longtemps les auteurs. Cela me paraît un pis-aller à cause du risque d'une perte de li- berté et d'envergure. Si on y est entré, il faut en sortir au plus tôt.

WILFRID LEMOINE : Elle est à notre image, avec ses excès de fièvre et sa déprime, son côté frondeur et improvisateur, ses mo- ments de laisser-aller.

ANDRÉ MAJOR : L'appui financier de l'État a favorisé l'émer- gence de plusieurs courants littéraires, les plus marginaux occu- pant d'ailleurs une place excessive au sein des institutions litté- raires.

PIERRE MORENCY : Le paysage de l'édition au Québec est oc- cupé en grande partie par des marchands de livres qui souvent n'ont pas de véritable politique d'édition. L'amour du métier ne semble pas être la règle. L'improvisation règne. Trop de livres mal faits, bâclés, paraissent juste avant les Foires et autres sa- lons du livre. Le salut viendra des petites maisons où la relation éditeur-auteur garantit la qualité du contenu et du contenant.

HÉLÈNE OUVRARD : Le problème majeur de l'édition québé- coise me semble donc en être un de *durée*. La solution idéale se- rait évidemment de réduire la longévité de l'écrivain lui-même afin que les espérances de vie de l'éditeur, du livre et de l'auteur soient proportionnellement ajustées. (...) Si l'on comptait tous les livres qui ont été cherchés et demandés inutilement par les lecteurs, les tirages de l'édition québécoise seraient sans doute plus respectables. L'indigence, ça s'entretient. (...) Une maison d'édition déclare faillite et repart en affaires sous un autre nom, ayant acquis ses propres stocks à bon compte et s'étant délestée du même coup de ses dettes et obligations envers auteurs-impri- meurs-fournisseurs ; une maison d'édition en achète une autre en faillite sans s'engager à payer auteurs-imprimeurs-fournis- seurs, grossit son chiffre d'affaires et retire des subventions en conséquence ; des maisons d'éditions collectionnent des subven- tions pour rééditer des ouvrages soldés, qui avaient d'ailleurs été publiés grâce à d'autres subventions. On comprend que dans ces conditions la faillite soit plus profitable à la profession que la prospérité.

SUZANNE PARADIS : Les éditeurs semblent à bout de souffle et

à court d'idées dès que le livre est prêt à envahir le marché.

JEAN-MARIE POUPART : Un écrivain, inquiet de ne pas trouver son plus récent ouvrage en librairie, téléphone à son éditeur. « Ne savez-vous pas, lui répond ce dernier, que dès qu'un de vos livres sort de mes entrepôts, ça m'occasionne des frais, à moi ? J'ai bien assez de difficultés à joindre les deux bouts avec les subventions gouvernementales, ne m'en demandez pas trop, hein ! »

2. Comment définiriez-vous la relation qui existe (ou non) entre vos livres et la critique ? Votre impression générale sur la critique littéraire québécoise (sa compétence, sa diversité, etc.) ?

GILLES ARCHAMBAULT : Je m'étonne parfois qu'une littérature aussi modeste que la nôtre suscite tant de commentaires. On me représente que ces gloses servent à mousser des carrières universitaires. Peut-on être si démuni ? Il paraît que si. Le marché doit être bien encombré pour qu'on entretienne en ces lieux à si grands frais une fiction au sujet d'une fiction. C'est presque de la politique.

NOËL AUDET : Généralement incompétente, institutionnellement, la critique se contente de résumés d'atmosphère, ce qui n'aide en rien l'auteur, même si cela peut aiguïser la curiosité des lecteurs. Surtout : le critique ne rejoint pas le public. Il n'y a pas de tradition ni de canal privilégié — l'ensemble des lecteurs s'en fichent. Et il semble que le public-lecteur s'agrandit par confiance, oui-dire, contagion.

MARGUERITE BEAUDRY : Tant qu'il n'y aura pas d'émissions littéraires à la télévision, les critiques des grands quotidiens, des revues spécialisées et de la radio culturelle seront cantonnés, en s'intéressant à la production québécoise, à un rôle presque aussi marginal que celui que jouent les auteurs.

MICHEL BÉLIL : La critique est essentiellement tournée vers la littérature dite « générale », sans grand souci de marginalité. Pourtant, la poésie, en tant que véhicule des élites, est surreprésentée. Pourquoi pas des chroniques sur la paralittérature comme Michel Truchon dans les pages du *Soleil* ?

JACQUES BENOIT : Trop de critiques de journaux cherchent à se mettre de l'avant — au lieu de s'effacer devant les œuvres dont ils ont à parler — et écrivent, pour ce, dans une langue précieuse et tarabiscotée qui rebute.

DOMINIQUE BLONDEAU : Les critiques étant pour la plupart des universitaires, je doute fort qu'ils ne soient prêts à affronter des livres dits « difficiles ». Des revues « populistes » renseignent davantage le lecteur que des revues consacrées uniquement à la littérature, ce qui est tout de même troublant. . .

JOSEPH BONENFANT : La critique littéraire au Québec, selon les distinctions jadis faites par Réginald Martel et Victor-Lévy Beaulieu, est soit journalistique, soit universitaire. Ce fut peut-être vrai autrefois, ça ne l'est plus, même si Réginald Martel et Victor-Lévy Beaulieu n'appartiennent pas au monde universitaire, mais aux mondes de l'information et de l'édition. Regardez *Liberté*, *Lettres québécoises*, *le Devoir*, *Livres et Auteurs*, *Spirale*. On y lit une critique essentiellement universitaire. Il faut savoir que Genette, Richard, Bremond, Bachelard, Barthes, et *tutti quanti*, ont appartenu à des institutions de type universitaire. Nous ne pouvons nous permettre d'être plus bêtes qu'eux, ni moins créateurs non plus.

ANDRÉ BROCHU : J'aimerais bien que les ouvrages qui ne sont pas destinés au grand public — je pense aux essais critiques, par exemple — ne fassent pas l'objet d'éreintements gratuits par des chroniqueurs fantaisistes — et que les revues sachent aussi tenir compte des ouvrages à caractère plus populaire. Il ne faut pas créer deux littératures, une « pour tous » et l'autre pour les « *happy few* ».

JACQUES BROSSARD : Les intérêts, les éclairages et les points de vue sont plus variés que naguère — enfin ! (...) Il ne faudra jamais plus en revenir au monolithisme d'antan. Toutes les tendances doivent avoir le droit de s'exprimer. Quant aux critiques qui sauraient faire la synthèse des divers points de vue, présenter l'homme aussi bien que le texte, en éclairer l'essentiel, etc., tout en affichant leurs préférences subjectives, et qui sauraient le faire dans une langue accessible et rigoureuse — on ne peut quand même pas en exiger plus de trois ou quatre !

MARCEL COULOMBE : Hormis *Livres et auteurs québécois* et *Lettres*

québécoises qui font un excellent travail de recensement, la critique québécoise est le plus souvent partielle et partielle.

CLAIRE DE LAMIRANDE : L'écrivain n'a aucun droit en face du critique. S'il répond ou proteste, au prochain livre, on lui fera le traitement du silence ou on le descendra bêtement. Il nous faudrait un protecteur des écrivains.

PIERRE DES RUISSEAUX : Dans la majorité des cas, le critique feuillette vaguement le livre et en donne ensuite une appréciation personnelle : il ne le situe pas dans un contexte, n'en éclaire pas le contenu par rapport à une histoire, une tradition, n'en indique ni la portée ni les limites par comparaison à d'autres ouvrages.

MADELEINE FERRON : Certains critiques aideraient le lecteur en lui disant plus simplement ce qu'est le propos de l'auteur et la qualité avec laquelle il l'expose. Dommage qu'il n'y ait pas de critiques littéraires dans les journaux populaires et que les média : radio et t.v. ne la distillent qu'à la goutte.

JACQUES FERRON : On joue gros jeu en se lançant dans les lettres, sans compétence et sans que personne ne vous y invite. Alors quoi, on est sensible à la critique, aimable ou non ; les dieux parlent par sa bouche. On les interprète à son avantage, et puis, quand on n'a plus besoin d'eux, on devient athée ou pire encore : marchand de papier.

PIERRE FILION : Les bons lecteurs sont si peu nombreux, un seul sur mille peut-être, et les critiques n'échappent pas à la statistique. (...) Je crois que la critique québécoise manque d'écriture, non de tribunes.

JACQUES FOLCH-RIBAS : À force d'être écrasé, porté aux nues, écrasé, etc. . . l'auteur devient un personnage connu. Pas ses livres. (...) On ne va pas faire un procès au *Devoir* pour son passé douteux, mais enfin, ce n'est pas un journal, c'est un moulin à vent : il tourne. Il n'a pas de politique de critique littéraire, se livrant à ce qui passait par là, bon ou mauvais. Il ne cherche pas un appareil critique, il le trouve dans le vent. Quant à *la Presse*, c'est censé être un journal d'information populaire, doux euphémisme. Journal d'annonces, et d'argent, son budget littéraire est le 0,001% de son budget total. L'appareil critique de *la Presse* est regardé là comme un groupe d'insignifiants tristes. On

écrit à *la Presse* comme écrivent les pieds (en éditorial et ailleurs) sauf infimes exceptions qui se comptent sur les doigts d'une main. Cela ne dérange personne : qui a peur des intellectuels ? Tout ceci, qui mériterait d'amples études, pour dire que la critique littéraire ne se peut séparer de son employeur. Hélas.

CÉCILE GAGNON : Comme l'a dit Jean-Michel Wyl — que je salue : les critiques sont des tueurs à gages. C'est une façon de gagner sa vie !

JACQUES GOUIN : Il restera toujours de la place pour un Éthier-Blais, un Roger Duhamel, etc. malgré leurs tendances « vieille barbe » ; au moins, ils ont de la culture.

PHILIPPE HAECK : Il me semble qu'il ne faut pas attendre autre chose de la critique (...) qu'une certaine quantité de bruit autour d'un livre qui favorise ou non sa diffusion. (...) Je ne tiendrai plus jamais de chroniques littéraires où je me sentirais obligé de rendre compte d'un livre parce que son auteur est bien coté, parce qu'il connaît un gros succès de vente, parce qu'il faut bien remplir la chronique : cela n'a plus d'intérêt pour moi.

BENOÎT LACROIX : La critique n'ose même pas comparer ni situer un livre dans tel ou tel courant de pensée extérieur au Québec. Un secteur pauvre, oublié, et pourtant très actif : le secteur de la publication savante.

CLAUDE LARIVIÈRE : Sur la critique littéraire comme telle, j'observe de nombreux phénomènes de cliques ou de chapelles : *Spirale*, *le Devoir*, *la NBJ*, *Liberté*, etc. Les ami(e)s sont préféré(e)s... Plusieurs Québécois m'ont dit qu'à leur avis cela dépassait parfois la décence. À vous de juger. . .

RINA LASNIER : La critique journalistique pêche largement par insolence. (...) Il me semble qu'on n'a même pas le droit de parler d'un auteur qui nous est à l'avance antipathique ou qui nous laisse dans l'embarras pour des raisons personnelles. (...) Ordinairement, la critique professionnelle (celle des professeurs, des spécialistes) est plus objective. Et tant mieux si cette objectivité fusionne avec l'amitié et l'admiration.

GILLES LECLERC : Il faudrait qu'ils (les critiques) apprennent l'art des nuances.

WILFRID LEMOINE : Nous avons certains bons critiques, mais la critique est à peu près absente des grands média. Ainsi, l'écrivain se sent de plus en plus dans le désert. Il n'a presque plus le défi de la critique à relever. Sitôt publiée, il a souvent la terrible impression que son œuvre est morte. Voyez la façon discontinue, cahoteuse et improvisée de notre quotidien « intellectuel », *le Devoir* (pages culturelles) et essayez de comprendre ce qui se passe.

ANDRÉ MAJOR : Il y a des critiques, deux ou trois, qui ont lu à peu près tous mes livres ; mais mes deux derniers romans n'ont pas été recensés dans les pages littéraires du *Devoir*. C'est dire l'importance qu'on m'accorde. Quant aux universitaires, la plupart s'en tiennent aux livres que j'ai publiés à l'époque de *Parti pris*. Nous avons des critiques très articulés, perspicaces et très doués, mais la médiocrité d'une bonne partie de la production les incite à se lancer eux-mêmes dans la création, parfois avec succès d'ailleurs. Si bien que nous sommes en train, nous écrivains à la petite semaine, de nous sentir un peu de trop dans cette galère.

HÉLÈNE OUVRARD : La critique des années soixante me semble avoir été moins spécialisée et plus attentive que celle d'aujourd'hui. (...) La critique n'ouvre pas la voie au public pour qu'il se rende à l'œuvre, ni à l'œuvre pour qu'elle atteigne le public. (...) L'écrivain, pour sa part, a l'impression parfois d'être le lapin que le critique prestidigitateur a obligation de sortir de son chapeau tous les deux ou trois ans. Gare à lui si le magicien n'est pas en forme et manque son coup. Il lui faudra attendre le prochain spectacle pour tenter de réussir de nouveau son apparition.

SUZANNE PARADIS : La critique littéraire n'est pas devenue une réalité au niveau de la presse écrite et parlée, sauf à l'échelle universitaire qui a peu de lecteurs spécialisés. (...) Il est clair que le fait d'écrire et de publier un ouvrage n'engage que l'auteur (et parfois son éditeur), que la critique ne se croit absolument pas responsable de cette décision ni solidaire. Son activité relève d'une indéchiffable condescendance ou de parti-pris,

mais jamais d'une juste perspective d'avoir à compléter l'effort de l'écrivain et de l'éditeur.

ALAIN PONTAUT : Règle générale, les journalistes actuels me paraissent limités, et d'ailleurs sclérosés. Ceux qui seraient, ou sont occasionnellement, marginalement, de vrais critiques ne sont pas journalistes. (...) Ils n'aiment pas plus la littérature qu'ils n'aiment leur métier. Les exceptions confirment la règle. Dans notre milieu, les journalistes devraient être plus didactiques, expliquer — donc apprendre — ce qu'est la littérature (et l'histoire littéraire) au lieu de seulement la juger.

JEAN-MARIE POUPART : Mon rêve a longtemps été de méditer sur l'existence en contemplant le crâne d'un chroniqueur littéraire. Réaction d'adolescent. Les critiques ne sont pas plus étroits d'esprit ici qu'ailleurs. Je l'ai cru, je ne le crois plus. (...) Prenons *le Devoir* du samedi. La plupart des collaborateurs écrivent comme s'ils étaient en négociation avec des bandits qui se seraient emparés de leur dictionnaire. Ils se répètent, tergiversent, cherchent à gagner du temps. Pourtant, dès la première ligne de leur article, nous savons parfaitement qu'ils ne paieront pas la rançon.

JEAN-YVES THÉBERGE : Comment expliquer que le *Journal de Montréal* s'intéresse à la littérature mais qu'on y parle de Gérard Bessette ; ce dernier n'écrit plus pour les lecteurs de ce journal.

3. Comment voyez-vous le rôle de l'État dans la vie littéraire (subventions à l'édition, bourses de création, prix littéraires, etc.) ?

NOËL AUDET : Rêver d'une littérature subventionnée, c'est rêver de tuer la littérature au profit de n'importe quoi.

ROBERT BAILLIE : Subventionner le lecteur québécois pour qu'il se lise à travers les auteurs québécois. L'État doit intervenir à tous les paliers, mais c'est encore par l'éducation populaire qu'il peut être le plus efficace. Créer le lecteur.

MARGUERITE BEAUDRY : Le public ignore encore que l'écrivain, qui n'a droit qu'à 10% du prix de vente de ses livres, est oublié le plus souvent, et totalement écarté lorsqu'une maison

d'édition en difficulté doit fermer ses portes. On ne dénoncera jamais assez le scandale des droits d'auteur impayés.

JACQUES BENOIT : Le fait de vivre de subventions gouvernementales, en tout ou en partie, avachit nos éditeurs. Il faudra bien un jour que viennent des mécanismes destinés à fouetter l'édition, sans pour autant la priver des subventions qui pourraient s'avérer encore nécessaires.

DOMINIQUE BLONDEAU : La bourse de création n'est pas non plus une solution idéale. Elle oblige (et parfois culpabilise) l'artiste à pratiquer son art.

YVON BOUCHER : Comme il est plus facile de mesurer l'ancienneté que le talent, en littérature, comme ailleurs, on codifie et rétribue à l'ancienneté.

JACQUES BRAULT : Tout État qui intervient directement dans la vie littéraire ne peut que l'institutionnaliser ; on établit des normes, des barèmes, des critères, etc. On fait appel à des examinateurs (comme à l'école) ou à des juges (comme dans les cours de justice), et les sentences sont sans appel.

JACQUES BROSSARD : Il serait diablement utile pour l'écrivain de pouvoir recevoir de l'aide en ce qui concerne les frais de dactylographie et de photocopie, en dehors de toute bourse.

PIERRE DES RUISSEAUX : Les auteurs dont le livre, faute de promotion et de diffusion, reste en entrepôt, après que le coût de fabrication en a été absorbé par l'État, ne reçoivent, eux, aucun droit.

JACQUES FERRON : Les livres aidant à créer les États, à leur former un caractère, à leur donner une âme, et comme le sens du mot le dit, les États, restant là où ils sont, subventionnent qui ne les dérange pas, qui ne bouge plus, qui est mort. Même si le Québec ne donnait rien du tout il déborderait de générosité en comparaison du Canada, tout simplement parce qu'il n'est pas un État.

DANIEL GAGNON : En subventionnant plus aveuglément (trop de littéraires croient savoir ce qu'est la littérature) l'État aurait plus de chances de subventionner quelques œuvres véritables parmi le grand mauvais nombre.

CLAUDE JASMIN : Je reste convaincu qu'il faut subventionner

deux espèces de créateurs littéraires : les débutants, les jeunes très jeunes ou très débutants (à n'importe quel âge) et puis ceux qui ont su trouver un public. Au moins un public sinon le grand public. Il faut décourager ceux qui ne réussissent pas à trouver des lecteurs. C'est le signe (évident) de l'incompétence. Notoire.

HENRI LAMOUREUX : La pratique de subvention à l'éditeur est une prime à la paresse et un détournement de fonds publics qui devraient plutôt être versés aux auteurs.

CLAUDE LARIVIÈRE : Je souhaite qu'il existe pour l'édition une formule similaire aux dégrèvements fiscaux pour le cinéma qui permette l'investissement de risque dans le talent d'un écrivain. Cela solutionnerait le problème de la sous-capitalisation des éditeurs québécois.

GILLES LECLERC : Puisqu'en définitive, qu'on le veuille ou pas, il ne reste de l'Histoire que ce que les écrivains en disent et que ce dont ils en témoignent, j'en conclus que tout État a l'intérêt (et le devoir) de subventionner, partiellement en tout cas, l'entreprise littéraire nationale.

ANDRÉ MAJOR : Imaginez-vous ce qui se passerait si le Conseil des Arts cessait de subventionner l'édition québécoise ? Seuls survivraient les écrivains qui ont un certain public, une dizaine, une douzaine tout au plus. Quant aux éditeurs, la plupart fermentaient boutique, faute d'imagination et de dynamisme.

PIERRE MORENCY : L'État, à travers ses fonctionnaires, peut-il être un mécène éclairé ? Enthousiaste ? Passionné ? Le Pouvoir ne subventionne que ce qu'il juge rentable sur le plan politique, que ce qu'il estime inoffensif, que ce qui dore son blason.

HÉLÈNE OUVRARD : Subventions, bourses et prix représentent autant d'injections artificielles d'argent dans les artères de l'institution littéraire québécoise. Elles sont un remède nécessaire mais empoisonnent le système. (. . .) L'écrivain étant au bout du compte la principale victime de la situation de l'édition québécoise, puisqu'il fournit la matière première et est le dernier payé s'il l'est jamais au bout de la chaîne, on aurait mauvaise grâce à lui faire le grief d'être un « assisté social de la culture » comme cela s'entend fréquemment.

ALAIN PONTAUT : On peut subventionner un écrivain sans lui

obtenir un lecteur de plus. C'est le ministère de l'Éducation qui fabrique ou non des lecteurs.

NORMAND ROUSSEAU : Actuellement il arrive que l'État paie \$5,000. pour éditer un livre qui se vend à 200 exemplaires. C'est gaspillé.

JEAN-FRANÇOIS SOMCYNKY : Une société comme la nôtre peut parfaitement se payer le luxe d'une littérature florissante : la littérature vaut bien un tronçon de route. (...) Il est évident que l'aide de l'État doit être neutre, universelle, dépolitisée.

4. Est-ce que vous croyez que la littérature québécoise a l'institution littéraire qu'elle mérite ?

GILLES ARCHAMBAULT : « Mérite-t-on son premier ministre, son président de l'UNEQ, son gérant de caisse populaire ou sa femme ? (...) Ne pas oublier non plus que l'institution littéraire ressemble à un cancer. Entre gens du monde on ne parle pas de ces choses. C'est laid, c'est idiot, ça pue. Heureusement qu'il y a des livres... »

NOËL AUDET : L'institution littéraire ne serait-elle pas l'effet produit par la vigueur du phénomène littéraire, plutôt que sa cause ?

JACQUES BENOIT : L'institution littéraire est en fait à l'image du peuple québécois lui-même : encore assez peu sûre d'elle, ne sachant trop quelles fins poursuivre et de quels moyens elle dispose, quoique commencent à apparaître certains indices de changement, comme c'est déjà le cas dans le milieu des affaires.

JOSEPH BONENFANT : La carence la plus criante se manifeste dans le domaine des média électroniques. Tant que Radio-Canada ne fera pas la moitié, ou le quart, de ce que fait la télévision française dans des programmes comme *APOSTROPHES* ou d'autres émissions littéraires, on subira sans espoir une honte nationale.

YVON BOUCHER : Je crois que l'écrivain, plus que tout autre, doit se définir comme individu. Écrire, pour moi, est une activité essentiellement anti-œdipienne d'où l'impossibilité de succomber aux charmes institutionnels : chantage hiérarchique, vénalité carriériste, érotisation de l'ancienneté, vanité d'appartenance

et goût pour l'insertion sociale.

JACQUES BRAULT : Aucune littérature ne mérite quelque institution que ce soit. (...) Personne ne demande à personne d'écrire ou de faire des livres.

ANDRÉ BROCHU : Je le pense, oui. Cette institution (si je comprends bien le sens hautement métaphorique de ce mot) est assez souple pour permettre le développement de la littérature lequel se fait, justement, *contre* l'institution (quelle qu'elle soit) dans un renouvellement constant de ses formes et de ses « thèmes ».

JACQUES BROSSARD : Quant aux éditeurs, distributeurs et libraires — alors là, dans l'ensemble, et avec des exceptions notoires dans les trois cas, je dois répondre : non. Nos éditeurs, pour la plupart, tendent à la facilité (avec, parfois, l'alibi de quelques « littéraires ») — ou ils tendent au contraire à l'élitisme, mais à un élitisme limité dans chaque cas à des chapelles ou à des petits groupes (je crois)... sans qu'il y ait d'élitisme pour *tous* les genres ! (Comment ne pas envier les États-Unis sur *ce* point !) L'impérialisme français en matière de distribution est parfaitement abject, indépendamment de toute considération politique. Quant aux librairies ou aux employés de librairie, la plupart ne connaissent absolument rien à la littérature, encore moins quand c'est québécois et que ça ne s'écoule pas comme de la bière dans les quinze jours (y compris *avant* les recensions). Les exceptions, dans les trois cas, sont d'autant plus dignes d'admiration.

MADELEINE FERRON : Il me semble en tout cas qu'elle devient plus concrète et deviendra plus efficace avec l'expérience à la condition de ne pas céder à la tentation du rond-de-jambe et de l'esbroufe à l'étranger.

JACQUES FERRON : Cette question n'a aucun sens, du moins aucune utilité ; si l'une et l'autre se balancent, rien à dire, sinon, rien à dire non plus : attendre qu'elles se rebalancent.

DANIEL GAGNON : L'institution littéraire québécoise est un lamentable échec. Parfois, même mesquine et petite, la littérature québécoise vaut beaucoup mieux qu'elle.

PHILIPPE HAECK : L'institution littéraire me paraît ici faible. Cela ne me déplaît pas : je vois là une chance pour la formation

spontanée de toutes sortes de réseaux de lectures.

CLAUDE JASMIN : Un monde flou, mou, obligatoirement anarchique. J'en sais qui voudraient bien, justement, lui donner un grand et gros corps articulé, organisé, cohérent, discipliné lâchons le mot. Ce sera toujours peine perdue. En cette fin de siècle, n'ayons crainte, le talent qui est si rare denrée réussit toujours à se manifester. Réjean Ducharme s'est fort bien débrouillé malgré le refus du CLF de M. Tisseyre, non ?

BENOIT LACROIX : Comparée à l'institution française, par exemple, notre institution littéraire paraît tour à tour inefficace et très présente.

RINA LASNIER : Socialement et nationalement, non. Nous nous émettons dans la dispersion de nos velléités ou vanités. Nous sommes des fondateurs de « fondants » ... divisés contre nous-mêmes.

GILLES LECLERC : Une province risque de ne pouvoir produire et engendrer qu'une littérature provinciale. (...) Si les écrivains québécois n'ont que l'institution littéraire qu'ils méritent — c'est-à-dire très quelconque — ne serait-ce pas parce qu'ils sont (ataviquement) des *underachievers*, soit des individus qui veulent faire et publier trop vite, en d'autres termes, des individus que le souci de la perfection ne hante pas ? Peut-être.

ANDRÉ MAJOR : Je risque une énormité : le public lecteur existe et il doit en avoir pour son argent. L'institution littéraire fonctionne comme si ce public-là n'existait pas.

SUZANNE PARADIS : L'avancement d'une littérature pourrait dépendre d'une organisation intelligente et valorisante ; il pourrait être le fruit du hasard et de l'improvisation. Au Québec, le manque d'équilibre est certain parce qu'on a fait de la littérature une question d'engagement, une sorte de produit national de la collectivité. Aucune littérature ne supporte sans dommage les brimades d'une institution même modérément répressive.

JEAN-YVES THÉBERGE : Oui quand des écrivains s'amuse sérieusement à crier des slogans derrière des pancartes. Ils veulent vivre de leur plume ! Mais pour qui écrivent-ils ?

5. Comment voyez-vous votre situation d'écrivain au Québec (votre situation à l'intérieur de la littérature québécoise, la situation de la littérature québécoise à l'intérieur ou à l'extérieur de la littérature française, la littérature et la société québécoises, etc.) ?

GILLES ARCHAMBAULT : Mettons que j'essaie d'écrire en français et que c'est vraiment tout ce qui m'intéresse. J'aurai quand même l'étourderie de vous dire que je suis francophile ; que j'aime à la fois le Chivas Regal d'Écosse, le sirop d'érable du Vermont et les tourtières de ma tante Anna.

NOËL AUDET : La littérature québécoise a de moins en moins à faire avec la littérature française. Du moins je l'espère. Ces cultures sont radicalement différentes, de l'école à l'enterrement.

ROBERT BAILLIE : Modestement et avec beaucoup de naïveté, je m'immisce dans le réseau de la Pratique littéraire québécoise. Je comble un vide en moi et on me fait une place parmi les autres. (...) Je suis convaincu que si on le veut vraiment, il n'y aura plus d'hiver jamais : ce sera l'été de force enfin.

MARGUERITE BEAUDRY : Si mes romans ne sont pas typiquement un reflet de la société québécoise, ce n'est certes pas par une distanciation élitiste, mais bien par un choix pour l'essentiel : je fais partie de l'humanité avant d'être un membre de ma nation, tout comme, face au féminisme, je suis humaine avant de me sentir femme.

JACQUES BENOÎT : Le rayonnement d'un pays, son poids, mais aussi le seul fait de son existence sont, comme chacun sait, les tremplins de sa littérature, notre principal malheur étant d'être privés d'un pays à nous. Ce handicap est-il surmontable ? S'il l'est, la chose ne deviendra réalité que le jour où la littérature, avec l'appui de l'institution littéraire, aura multiplié ici même les succès d'envergure. Ce jour-là, notre littérature pourra entreprendre de se faire une place parmi les littératures du monde.

ANDRÉ BERTHIAUME : Je vis au Québec, c'est entendu, et je ne suis pas imperméable — comment l'être ? — à notre situation collective. Mais, au point de vue culturel, je prends mon bien où je le trouve, peu importe les frontières.

JOSEPH BONENFANT : L'écrivain a besoin de sa misère, réelle ou imaginaire ; à lui particulièrement malheur est bon. Pourquoi rêverait-il d'être gras et cossu ? Cela dit, il ne faudrait pas que tous nos meilleurs écrivains se suicident ; ils nous décevraient trop. Surtout ceux qui réussissent en amour ou en affaires.

YVON BOUCHER : Le travail de l'esprit, dans notre petite ethnie agonisante, avec ce qu'il implique de distanciation, d'ironie et de sens du jeu est peu apprécié. Pays de poètes et de chansonniers, de braillards et d'écorchés : pensée magique qui cultive l'image au détriment du concept. Pays féminin qui se libère : gare aux décadents ! Le milieu littéraire est petit ; l'on s'y brûle ou glorifie rapidement. Peu d'effervescence et de compétition : c'est ça la province ! (...) J'essaie de faire partie de ceux qui risquent de devenir leur propre échelle de valeurs. On croira que c'est prétentieux. Non, c'est individualiste.

JACQUES BRAULT : *On* me voit comme ceci ou comme cela, je ne me vois pas. Quant à la littérature québécoise, je ne la vois que dans ses œuvres vives. Quelques textes qui nous débordent et se débordent eux-mêmes, qui pourraient affronter sans faiblir l'épreuve de la traduction et de la dissémination dans le temps, quelques textes qui sont établis sur la matière et dans la patrie problématique d'une langue, de *leur* langue, qui sont et qui seront toujours minoritaires parce que ce qui les maintient en vie, ce n'est pas la caution sociale, mais leur pouvoir (uniquement langagier) de dériver, d'être ici en étant ailleurs et réciproquement.

ANDRÉ BROCHU : Je pense que la tâche de l'écrivain, où qu'il soit, est d'inventer le réel, par le langage (mots, idées, images). Inventer le réel, c'est inventer le Québec, mais aussi inventer le monde, dans toutes ses dimensions de vie (vie sensible, vie culturelle, vie intellectuelle). À force d'écrire, les Québécois sont en train de produire, peu à peu, leurs modèles à eux, au confluent des influences européennes et américaines.

JACQUES BROSSARD : Si ce qu'on écrit ne s'adresse pas au « grand public » (et donc pas à la cupidité de certains diffuseurs), et ne s'adresse pas non plus à certains groupes précis, il est particulièrement fou d'écrire, surtout pour un Québécois.

Dans mon cas, d'autres facteurs personnels et professionnels décuplent cette folie. (...) En plus du reste, je déplore aussi que notre littérature, dans l'ensemble, demeure enfermée, sinon prisonnière de son ghetto national. Il en est ainsi, du moins (et paradoxalement), pour les œuvres qui ne répondent / correspondent pas aux grilles étroites de l'étranger, pour ne pas dire aux préconceptions limitées des Français, non plus qu'aux intérêts politiques de nos concitoyens *canadiens*. (Les premiers veulent, en général, qu'on leur brasse le langage ou qu'on leur secoue la sclérose, ça se comprend ; mais ne tiennent-ils pas à ce qu'on le fasse... suivant leurs conceptions, c'est-à-dire : suivant leur sclérose-en-grilles ? Quant aux seconds, leur engouement pour certaines de nos œuvres à caractère « régional » — social, « joual », rural, etc. — n'est-il pas un peu suspect, quelquefois ? Peut-être qu'on nous aime bien comme cela, conformes à notre image ?

PAULINE CADIEUX : Aux yeux de la francophonie (ce qu'on appelle de ce nom) nous ne devons pas peser lourd, car si nous achetons leurs livres « à tour de bras », les nôtres ne traversent pas leurs frontières dans les mêmes proportions. Nous sommes une aire de *dumping*.

MADELEINE FERRON : Au sein de la littérature québécoise j'ai un terrain délimité, pas très grand mais où je suis confortable. J'aimerais que la littérature québécoise en arrive à une situation analogue au sein de la littérature française. (...) La littérature française est pour la québécoise un domaine convoité. Il ne sert à rien de le nier par bravade, de penser qu'on y aura accès en allant bûcher à coups de pieds dans la porte (comme l'ont fait Victor-Lévy Beaulieu et Léandre Bergeron) et d'offrir à celui qui l'entrouvre (en l'occurrence Yves Berger de *l'Express*) de « manger de la marde ».

JACQUES FERRON : J'y suis et ne souhaite pas de m'y voir, car alors je verrai que je n'y suis plus. Je crois être un écrivain mineur. Les mineurs ont de l'influence, parce qu'ils sont utiles — utilisables. Je lis les Français comme des Anciens. Je les apprécie de loin. J'entretiens avec la langue française d'autres rapports que les leurs ; ma grand-mère parlait le français de Francion, antérieur aux lexiques et aux académies ; dans un pays sans bourgeoisie, ce fut avant tout une langue de réunion pour pro-

vinciaux patoisants, une langue de plaisir et de fierté, non de domination. Le Québec est un fort « petit pays » qui ne saurait prétendre à une littérature de grande puissance, grâce à Dieu, tout en ayant les moyens de rester à une langue correcte et familière.

PIERRE FILION : Je crois, paradoxalement, que l'avenir de la lecture est dans la réduction du nombre de ses adeptes.

JACQUES FOLCH-RIBAS : Un mauvais écrivain est plus connu du Québécois moyen qu'un bon peintre, un bon scientifique, un bon constructeur, un bon médecin, un bon avocat, un bon artisan, un bon conservateur de musée, un bon ajoutez-en... preuve à l'évidence que les écrivains québécois ont du mérite et de la chance. (...) Je crois que l'écrivain est vu par notre société d'une façon exagérée ; qu'il jouit, soit d'une considération hors de propos — la fascination pour celui qui écrit, mais qu'on ne lit pas — ou à l'inverse, de la commisération pour le besogneux fumeux.

DANIEL GAGNON : Je n'ai pas de place dans ma littérature et sur la rue, on n'a aucun respect pour le métier que je fais, je ne suis rien.

JEAN-RENÉ GUAY : Je suis heureux, du bonheur des gens heureux qui n'ont pas d'histoire. Je n'envie pas le sort du prochain, ainsi je me contente du mien. Mes manuscrits trouvent éditeur et jouissent d'une notoriété croissante. Jésus-Christ et la Vierge Marie prennent une grande place dans ma vie. Je ne suis pas un grand écrivain et je n'aspire pas à le devenir. Ma plus grande fierté est de passer pour un poète, ou un faiseur de poèmes, si vous aimez mieux.

PHILIPPE HAECK : Je me sens près des écrivains qui œuvrent autour de la modernité que je définis rapidement comme un mode de pensée critique qui refuse tout dogmatisme, qui ne nie pas son inscription historique, qui décide de choisir la vie, le réel, qui fait passer l'éthique avant l'esthétique.

CLAUDE JASMIN : Je n'arrive pas à comprendre que tant de membres de l'UNEQ (entre autres écrivains) cherchent à vouloir « vivre » de leurs bouquins et parlent d'un « métier ». Écrire n'a absolument rien à voir avec « faire un métier pour gagner sa vie » comme on dit. C'est une passion. C'est une folie parfois. (...) On peut bien tout tenter pour améliorer notre situation,

éviter les situations d'exploitation (se faire copier par Xerox dans les collèges, etc.) mais de là à espérer naïvement une bonne existence de bon bourgeois en inventant des poèmes, des romans et quoi encore c'est une ambition qui m'a toujours semblé suspecte. (...) Il faudrait empêcher ces rêveurs polissons qui nous conduiront vers une étatisation politico-socialiste de l'écrivain ou une sorte de « bien-être social » permettant avec carte, numéro et forcément « contrôles », censure, etc. Méfiance !

BENOIT LACROIX : L'important pour nous est de respecter notre être nord-américain et d'y consentir à fond. De ce point de vue, sans renoncer à l'Europe, qui est une racine et un excellent point de repère, nous réussirons à créer nos propres rythmes et idéologies. Je suis optimiste.

HENRI LAMOUREUX : Peu de gens lisent, dit-on, au Québec. Peut-être que si on parlait d'eux un peu plus, les Québécois liraient davantage... Une partie de notre littérature nationale barbotte dans le sillage du développement de notre nouvelle classe de parvenus. Elle témoigne des états d'âme et des traumatismes psychologiques (bibittes) propres à notre nouvelle bourgeoisie nationale et à ceux qui y sont associés. Ce n'est pas une littérature de combat ni même une littérature qui permet aux autres peuples de bien voir que nous existons. C'est une littérature privée, à petit tirage, pour des petits groupes d'initiés. Où sont-ils les poètes qui parlent pour se faire entendre et pour qu'on les comprenne... ? Dans les laboratoires secrets des « nouvelles écritures » à Cerisy au temps doux... ? Sûrement pas !

CLAUDE LARIVIÈRE : Le Québec peut difficilement faire vivre plus qu'une poignée d'écrivains. Même en France (voir *le Pouvoir des intellectuels en France* ; Régis Debray, Ed. Ramsay), ils ne sont qu'une centaine, tout au plus, à ne faire que ça. L'écrivain est donc forcé de vivre autrement.

RINA LASNIER : Nous savons peu de choses de notre sort de survie et nous ne nous en préoccupons pas parce que, de toute façon... nous écrivons puisque nous sommes des vivants et non des morts. Nous ne pouvons pas, si nous sommes véridiques, n'être pas québécois... cela va de soi, on n'a pas à y penser pour écrire ou choisir des sujets. On n'a pas non plus à penser à l'universel... Écrire est un acte, donc un engagement fondamental de soi-même. Le reste est le surcroît... l'espérance de la commu-

nication.

GILLES LECLERC : En ou comme *post-mortem* de ma situation d'écrivain(?) québécois, je voudrais ici confesser deux tendances névrotiques en moi que je ne parviens pas à stopper, quelque effort que je fasse : après cette interminable kyrielle d'échecs qui va de 1953 à 1980, on comprendra que la tentation est forte pour moi d'en venir à me désintéresser complètement de la littérature québécoise et de son avenir en Amérique et dans le monde, et, en contre-partie logique, à songer sérieusement à me suicider intellectuellement et culturellement en n'écrivant plus à l'avenir qu'en anglo-américain (« *Amerenglish* ») pour le reste de mes jours, ou encore cesser carrément d'écrire. Ce serait peut-être la solution idéale. Pour moi, en tout cas !

WILFRID LEMOINE : Il est plus facile de porter le poids de la nation sur son dos d'écrivain que d'écrire. Ici, l'héroïsme sociopolitique en chambre remplace le vrai travail d'écrivain. Personnellement, j'y vois lâcheté.

ANDRÉ MAJOR : J'ai cessé de m'interroger sur ma situation à l'intérieur de la littérature québécoise parce que cela m'aurait fait renoncer à écrire. (...) Quant à la situation de la littérature québécoise, elle donne l'impression — mais il en est peut-être de même partout — de succomber aux modes et aux clichés.

PIERRE MORENCY : Nous ne serons jamais une chambre dans la maison de la littérature française. Nous sommes une toute petite maison, une cabane peut-être, mais une maison qui ne ressemble à aucune autre dans le monde.

SUZANNE PARADIS : En ce qui me concerne, ma situation à l'intérieur de la littérature québécoise n'a aucune importance. Ce que je fais ici, je l'aurais fait n'importe où au monde. (...) Nous rechignons bien sûr pour des histoires de langue qui n'ont pas tant d'importance que nous le croyons. (Dire que nous aurions évité tout ça en adoptant l'algonquin ou le micmac !) Notre originalité aurait crevé les yeux et — ô chance inouïe ! — nous aurions été traduits en français sans en être insultés. (...) Je pense que tant que les Québécois n'auront pas accepté leur expression écrite (pour éviter le terme prétentieux de littérature), celle-ci devra se contenter des perrons de porte et des antichambres en ce qui concerne sa situation au sein de la francophonie.

ALAIN PONTAUT : Comment voulez-vous que l'auteur québécois parvienne aisément à situer et à explorer son domaine propre, ce qui le fait distinct de l'Anglais, du Français, du Canadien, de l'Américain, quand le système (du « génocide en douce ») dans lequel il vit tend à indifférencier son domaine, à le priver d'un pays distinct, d'une voix spécifique, quand la substance qui le compose en propre est aussi brouillée dans son origine et entravée dans son dynamisme que menacée dans son avenir ? (...) C'est parce qu'ils ont lu des livres français que les Québécois achètent des livres québécois.

NORMAND ROUSSEAU : Je suis un écrivain amateur qui n'a jusqu'ici aucune place dans la littérature québécoise. La littérature québécoise est coincée entre la française et l'américaine et ça on n'y peut rien.

HUBERT WALLOT : La littérature québécoise doit trouver le chemin difficile de l'universalité (qui ne peut être abstraite) et quitter l'hermétisme local.

Une questions sans fin posée à la langue et au monde

FRANÇOIS CHARRON

La critique littéraire au Québec, et cela ne date pas d'hier, a toujours eu des difficultés à s'affirmer. Je la crois toujours trop près de l'anecdote ou de l'air du temps, jamais assez de la singularité d'un texte à l'intérieur du mouvement d'une œuvre. Elle a une fâcheuse tendance à s'en remettre (le plus souvent inconsciemment) à des notions douteuses comme celles de « maturité », de « cohérence », d'« authenticité », ou plus banalement encore à évaluer l'importance d'un écrivain à partir du nombre de ses publications. L'ensemble des critères psychologiques dont elle se sert vient alors inscrire un auteur dans l'ordre du travail rationnel et productif pour rendre vraisemblable toute valorisation sociale (utile à la communauté) de ce travail. Nous avons alors droit aux justifications et convictions les plus « sincères » du commentateur. Mais ce que ce dernier ne comprend pas, c'est que l'auteur n'est pas l'individu qui signe l'œuvre, que